

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 4573/2025/17
portant modification des prescriptions d'exploitation
d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et d'une installation de
premier traitement des matériaux de carrière
sur le territoire de la commune de Bergouey-Viellenave
par société Carrières Lafitte**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016 autorisant la société Carrières Lafitte à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et des installations de premier traitement des matériaux de carrière située sur le territoire de la commune de Bergouey-Viellenave ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4573/2019/021 du 18 novembre 2019, modifiant les conditions d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4573/2016/013 située sur le territoire de la commune de Bergouey-Viellenave ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°64-2024-12-05-00001 du 05 décembre 2024 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le dossier de porter à connaissance daté du 18 novembre 2024 et présenté le 22 janvier 2025 par laquelle la société Carrières Lafitte sollicite la modification du périmètre de l'autorisation de la carrière à ciel ouvert de calcaire visée par l'arrêté préfectoral n° 4573/2016/013 susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 17 février 2025 ;
- VU** l'avis du demandeur en date du 21 février 2025 sur le projet d'arrêté complémentaire ;
- VU** le rapport du 3 mars 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis exprimé du propriétaire foncier concerné par l'extension en date du 30 novembre 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification du périmètre de l'autorisation nécessite des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016, conformément aux articles R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification de certaines dispositions, ne remet pas en cause les dispositions générales de la restitution du site telle que prévue initialement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications concernent uniquement l'extension d'environ 3 % du périmètre autorisé afin de réduire la pente du talus de la découverte sur un angle sud-est de la carrière, où des désordres se sont manifestés, et l'absence d'enjeu environnemental insuffisamment prévenu, une présentation à la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites dans sa formation spécialisée « Carrière » n'est pas nécessaire, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance des prescriptions complémentaires sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier

La société Carrières Lafitte, dont le siège social est situé 721 route de Touya à Cauna (40500), dispose d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premiers traitement des matériaux de carrières, sise aux lieux dits Borde Larrous, Darre Larrecot, Galin, La Place et Mendibilie sur le territoire de la commune de Bergouey-Viellenave.

Article 2 : Articles modifiés

Les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016 susvisé, relatif à l'implantation de l'établissement sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 2.3 – Implantation

Conformément au plan joint à la demande du 30 mars 2015, complétée le 16 avril 2015 et modifiée le 18 novembre 2024, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles ci-dessous mentionnées, représentant une superficie totale de 330 011 m².

Commune	Lieu dit	Section	N° de parcelle	Surface autorisée en m²	
BERGOUHEY-VIELLENAVE	Borde Larrous	ZC	35 pp	28 680	
	La Place	B	53 pp	3 400	
			54 pp	21 847	
			55	350	
	Borde Larrous		56	730	
			57	4 640	
			58	1 485	
			59	3 595	
			60	810	
			61	35 180	
			62	1 750	
			63	5 400	
			64	5 220	
			65	6 780	
			66	230	
			67	1 650	
			68	16 320	

Commune	Lieu dit	Section	N° de parcelle	Surface autorisée en m²
			69	1 450
			70	11 000
			84	970
			85	150
			86	3 000
			87	600
			88	2 590
			89	5 740
			90	3 740
			91	2 210
			92	850
	Darre Larrecot		93	340
			94	24 080
			95	3 420
			96	5 180
			9 7pp	8 714
			98	7 110
			99 pp	3 520
			103 pp	12 090
	Galin		134 pp	3 430
			135	10 580
			136	4 330
			137	6 080
			138	25 700
			139	270
			140 pp	5 300
	Mendibile		334 pp	1 380
			337 pp	7 460
			338	5 730
			339	8 620
340		1 540		
341 pp		4 430		
342 pp		1 000		
Chemin rural Larrouille Basse pp			2 370	
Parties de chemins ruraux			6 970	
Emprise totale			333 011	

Les dispositions de l'article 6-6 de l'arrêté n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016 susvisé, relatif aux gradins sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 6.6 – Gradins

L'exploitation sera conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de 15 mètres, En position définitive ces gradins seront inclinés selon une pente maximale de 85°.

La pente maximale du talus de remblais ne dépassera pas 35°.

Le talus de la découverte sera terrassé selon les dispositions de l'article 7.2, avec un angle inférieur à l'angle de frottement interne des matériaux rencontrés. Dans la formation du flysch de Mixe cet angle ne sera pas supérieur à 33°. Un redan d'une largeur minimale de 10 mètres limitera la hauteur du talus à 15 mètres. »

Le plan parcellaire, et les schémas de remise en état de l'annexe de l'arrêté n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016 susvisé, sont remplacées par les plans joints à l'annexe du présent arrêté.

Article 3 : Prescriptions des actes antérieurs

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral modifié n° 4573/2016/013 du 30 mai 2016, demeurent inchangées.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Pau :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantique.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié au Préfet des Pyrénées-Atlantiques et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 6 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Bergouey-Viellenave et pourra y être consultée ;

2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Bergouey-Viellenave pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Bergouey-Viellenave.

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution – ampliation

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire de Bergouey-Viellenave, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société Carrières Lafitte.

Pau, le **06 MARS 2025**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale adjointe

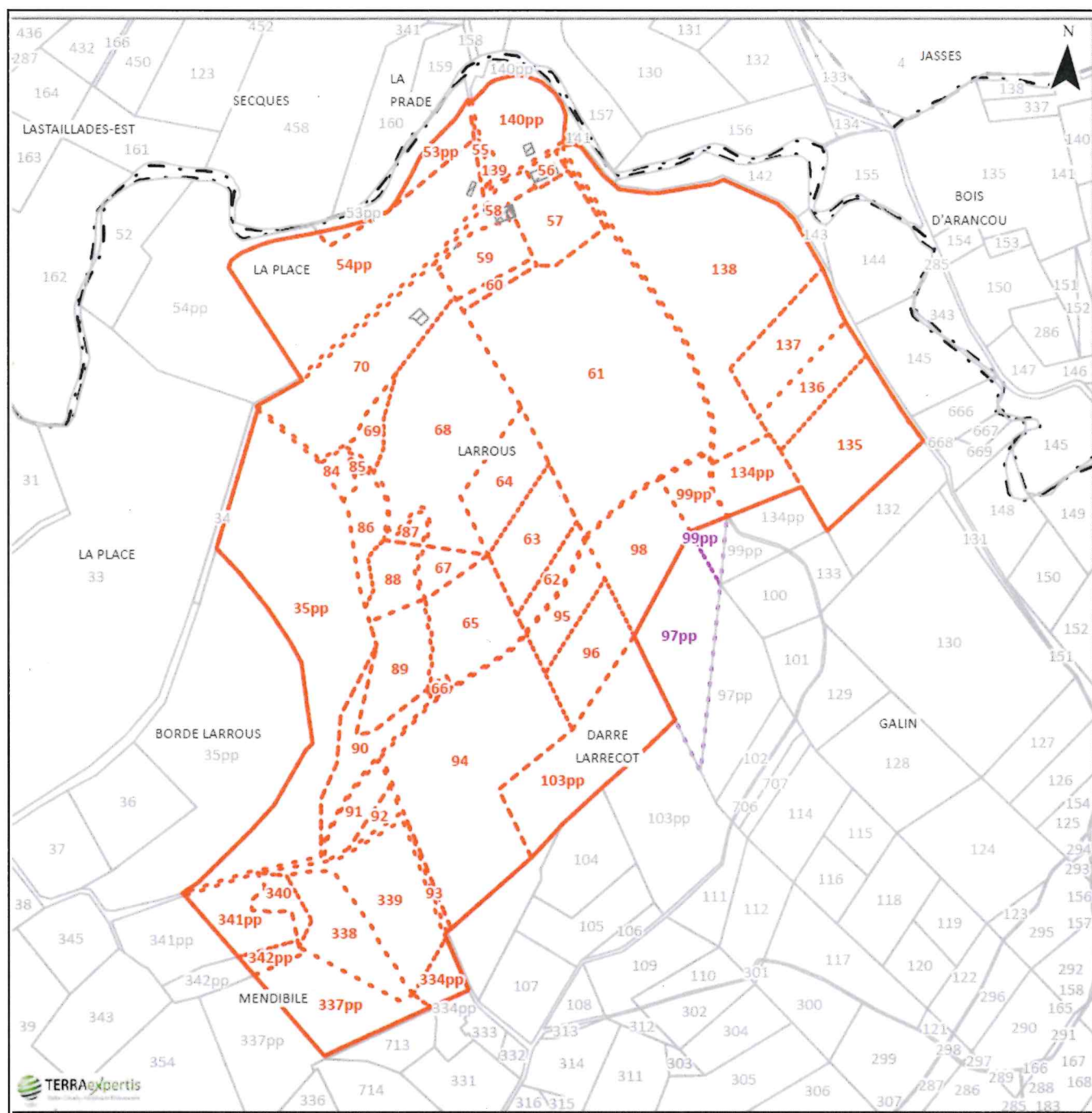


Joëlle GRAS

ANNEXE

PLAN PARCELLAIRE

SCHÉMA DE REMISE EN ÉTAT



LÉGENDE

- | | |
|---|--------------------|
| Périomètre sollicité en autorisation | Bâti dur |
| Parcelles autorisées (AP du 30/05/2016) | Bâti léger |
| Parcelles sollicitées en extension | Limites communales |
| Parcelles non concernées par le projet | |



